

# COP22: Qui financera

- La Banque mondiale et la BAD préparent des instruments d'intervention multidimensionnels
- Le Pnud propose un mécanisme fiduciaire pour la gestion financière de l'organisation
- La contribution financière de l'UE avancerait 7 millions d'euros



Le Comité de pilotage de la COP22 est sur tous les fronts. Mohamed Boussaid et Abdeladim Lhafi ont insisté sur l'importance du processus de signature de l'accord de Paris, qui sera ouvert à New York le 22 avril. L'idée est d'aboutir à ce sommet du climat, avec un nombre important de ratifications (Ph. Bziouat)

APRÈS l'attribution des premiers marchés de la COP22, le Comité de pilotage se tourne vers la mobilisation des financements nécessaires à l'organisation de cet événement mondial. Une rencontre informationnelle a été organisée hier au ministère des Finances, à Rabat. L'idée est de «discuter des contributions des différents partenaires», selon Abdeladim Lhafi, commissaire de la COP22. Certes, cette rencontre visait la présentation de l'évolution des préparatifs, mais c'est surtout la mobilisation de l'appui financier des Etats et des bailleurs de fonds qui préoccupait les membres du comité. Au moment où les représentants de certaines ambassades évoquaient des problématiques comme les finances, le climat ou la mise en place de projets d'adaptation, Mohamed Boussaid recadrerait le débat, en insistant sur la nécessité de «discuter du financement de l'organisation de la COP».

Aujourd'hui, les délais sont serrés, et le Comité de pilotage doit rapidement se fixer sur l'apport des différentes parties prenantes. Pour l'instant, à part les principaux partenaires du Maroc, les représentants des autres Etats présents à cette réunion ont évité de donner des engagements fermes concernant les mon-

tants qu'ils pourraient injecter. Pour Nizar Baraka, président du CESE, qui pilote le pôle scientifique au sein du Comité de pilotage, «il s'agit d'un financement différencié, en fonction des aspects d'organisation».

L'Union européenne semble être la plus impliquée dans ce processus. Son représentant a annoncé la mobilisation de 2 millions d'euros (un peu plus de 20 millions de DH), dédiés au financement de l'organisation de la COP22. Parallèle-

ment, «des discussions sont en cours pour un autre appui budgétaire de 5 millions d'euros». Le soutien financier européen pourrait s'élever ainsi à 7 millions d'euros, en plus de «la possibilité d'une assistance technique», est-il indiqué. De leur côté, la Banque mondiale et la BAD ont annoncé la préparation, pour chacune des deux institutions, des outils d'intervention multidimensionnels dédiés à cet événement. La Banque européenne d'investissement devra également mettre en place

un instrument financier pour l'appui de l'organisation de la COP22.

Au-delà de l'appui financier, plusieurs partenaires préparent leur participation à ce sommet «de l'action pour le climat». Des side-events sont en cours de préparation par différents Etats et Organisations internationales, comme l'UE. De son côté, le Pnud mène actuellement des projets d'appui technique au profit de la société civile. Les ONG étant une composante essentielle des travaux de la COP. Autre proposition du Programme des Nations unies pour le développement: «la mise à la disposition du Comité de pilotage d'un mécanisme fiduciaire, qui peut servir de réceptacle de la gestion financière liée à l'organisation de cet événement». Il faut dire que sur ce point, le Maroc a joué la carte de la transparence, à travers la mise en place d'instruments dédiés. Un Segma a été déjà créé pour «retracer exclusivement la comptabilité de cette opération», selon le ministre des Finances. Les modalités d'exécution des dépenses programmées sont également définies par un décret qui vient d'être adopté (cf. [www.leconomiste.com](http://www.leconomiste.com)).

D'autres bailleurs de fonds ont préféré s'impliquer dans des projets liés à l'adaptation aux changements climatiques plutôt que dans l'organisation de ce sommet mondial. C'est le cas de l'AFD qui a annoncé le financement d'un projet relatif à la transition agroécologique, qui sera présenté dans quelques jours au Siam. Idem pour le Fonds international du développement agricole (FIDA), qui a annoncé la mobilisation de 450.000 dollars au profit de l'ADA. L'objectif est de mettre en place une carte de vulnérabilité agricole, particulièrement dans les zones montagneuses. □

M. A. M.

## La machine en marche

À quelques mois du coup d'envoi de la COP22, les premiers marchés ont été lancés en janvier dernier. «Les décisions définitives d'attribution seront prises cette semaine», a annoncé Abdeladim Lhafi, commissaire de cet événement. Mais certains d'entre eux ont été déjà attribués, comme ceux du bureau technique, ou encore de l'agence de réservation, qui ont été remportés par deux sociétés, dont l'une avait déjà participé à la COP21. «Les premières opérations seront lancées à partir de cette semaine», selon Lhafi. Il a aussi affirmé que «l'accord de siège avec l'ONU a été finalisé la semaine dernière». Sa signature est prévue avant la réunion de Bonn, dans la 2e quinzaine de mai. Hier matin, la commission d'appel d'offres pour l'aménagement du site Bab Ighli a jugé recevable l'offre technique du groupement GL Events. Son offre financière sera examinée avant de formuler un jugement définitif, fait-on savoir. □

Pour réagir à cet article:  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)